

Observations

14 -11- 2005

Alors que l'expert de la région wallonne va probablement devoir faire du porte à porte pour collectionner les données de consommation pour son enquête. Selon Mr. Frey, du Ministère wallon de l'Energie, que j'ai interviewé à ce sujet, 40,000 euros seront consacrés à l'étude par l'expert. Dans des circonstances normales le fournisseur aurait pu être sollicité. 40,000 euros est beaucoup trop élevée pour découvrir que tout ça ne marchera pas en 2007. Le résultat de l'étude est connu d'avance sans expertise (voir section analyse du secteur de l'électricité). C'est une très mauvaise gestion des ressources financières.

Parcontre ce prix est beaucoup trop peu pour financer la façon de travail archaïque de l'expert. Comme je le connais personnellement, il a horreur des ordinateurs. Une collecte et un encodage manuel requiert des ressources humaines qui coûtent trop cher en Belgique. Le risque c'est que les fonds et les humains vont être épuisés avant la fin de l'étude (dans 6 mois selon Monsieur Geernaert de la SCAM). Pour terminer l'étude le bureau d'expert va devoir travailler à perte, alors que le but de l'expert est d'avoir une augmentation de salaire. Je le vois déjà se mettre en congé de maladie pour reporter la date butoire.

Qui s'occupera réellement de l'achat groupé (pour reprendre leurs mots)?

Dans tous les articles, j'ai identifié cette absence importante. Je suis certaine que personne, ni la région wallonne, ni la SCAM, ni le bureau d'études ne sauront vous donner une réponse à présent. Il est même possible que cette question ne se soit même pas encore posée dans leurs têtes. Tant que cette question n'est pas résolue, ils resteront très très loin de la solution que je connais et qui marche dans tous les secteurs.

Où est la concurrence? Il y a' il des concurrents déjà présents sur le territoire wallon pour permettre une étude ?

Pourtant, l'étude est déjà en cours. Puisque la libéralisation prend effet le 1 janvier 2007, ne faut-il pas d'abord attendre l'arrivée des fournisseurs, et attendre qu'ils s'établissent tranquillement pour développer leurs propres marchés, de se faire une réputation comme fournisseurs fiable, et de se mettre à pied égal avec les autres concurrents avant qu'ils puissent démarrer leurs batailles pour avoir des groupes, si jamais il y en aura pour ce secteur trop important pour l'économie elle-même ?

Il me semble qu'ils sont très mal parti. A mon avis, cette démarche va donner naissance à un bébé monstre dont personne ne voudra s'occuper. Avant d'octroyer les subsides la région wallonne aurait pu faire un minimum de questionnement.